

Christian SAUTTER

## PLEURE, Ô MON PAYS BIEN AIMÉ

2 juin 2014

Après les résultats catastrophiques du vote français aux élections européennes, j'ai pensé à ce titre du roman qu'Alan Paton, auteur sud-africain, a publié en 1948 alors que son pays dérivait vers l'apartheid.

Le commentaire le plus pertinent de ce scrutin lamentable est venu de Wolfgang Schäuble, le ministre fédéral des Finances de l'Allemagne : « Le Front National est un parti fasciste ». Car il ne faut pas gratter profond sous l'habile maquillage pour retrouver le nationalisme virulent, l'antisémitisme, la haine de l'islam, la xénophobie, le mépris de l'étranger (Marine Le Pen refusant de débattre à la télévision française avec Martin Schulz, le candidat socialiste européen à la présidence de la Commission ... parce qu'il était étranger !).

Être fasciste, c'est être opposé à l'égalité entre les hommes, c'est être hostile à la démocratie, c'est refuser que dans un monde devenu si étroit, les peuples d'Europe se cherchent un destin commun de paix, de prospérité, de culture, de diversité.

Le fascisme est une fleur vénéneuse qui prospère sur le fumier de la crise économique, sociale et morale, dans les années 2010 comme durant les années 1930. Cette crise multiforme a pris en France une dimension nouvelle, politique, dont l'épicentre est le Président de la République. Il a gaspillé les deux premières années de son mandat en n'approfondissant pas la pédagogie de la crise qu'il avait développée dans son remarquable discours de candidature à l'élection présidentielle, au Bourget ; en ne mettant pas ou peu en œuvre les 60 propositions qu'il avait énoncées pour obtenir les suffrages des Français ; en finissant avec les groupes de pression et les corporations qui exploitent à merveille les hésitations et les faiblesses du pouvoir exécutif.

Il serait dangereux pour « notre pays bien aimé » que les trois années à venir d'ici la fin du quinquennat présidentiel ressemblent aux deux années écoulées. La montée du Front National n'a rien d'une fatalité et rien ne condamne la France à devenir une République de Weimar, qui a porté démocratiquement au pouvoir Hitler en 1933. La France doit regarder ses problèmes et ses atouts en face, mettre en œuvre une politique économique et sociale juste et efficace, redevenir force de proposition en Europe et, enfin, sortir de la dérive « sarkozienne » des institutions de la Vème République.

La France a trois problèmes principaux. D'abord, son système éducatif qui est tellement obsédé par la production sélective d'une élite qu'il ne fournit même pas les techniciens et cadres moyens dont l'industrie et les services ont besoin, et qu'en plus, il abandonne chaque année une centaine de milliers d'enfants sans formation

ni diplôme ni qualification. Qu'est devenue la promesse de rattraper les décrocheurs ? Est-il raisonnable d'avoir réduit les crédits publics à l'apprentissage, si en retard sur l'Allemagne ?

Deuxième problème : le déficit commercial, considérable mais sans effet apparent grâce au bouclier de la monnaie commune, l'euro. 60 milliards de déficit extérieur annuel nous mettent à la merci des créanciers internationaux et des conseils condescendants de nos amis allemands, et bientôt espagnols ou italiens. Il faut importer moins de pétrole et de gaz, dont les prix devraient être fortement relevés ; il faut surtout déclarer l'urgence nationale des économies d'énergie et des énergies renouvelables et diffuser cet impératif dans la vie quotidienne de chacun, et pas seulement en bâtissant de grands champs d'éoliennes au large des côtes. Il faut surtout exporter davantage de produits agricoles, de biens industriels, de services, et notamment avoir une forte politique d'attraction des touristes étrangers.

Le cœur du sujet, c'est l'industrie manufacturière qui décline depuis plus de dix ans dans l'indifférence générale, voire dans la cacophonie des chantres de l'économie post-industrielle. Substituons au Pacte de responsabilité qui arrose toutes les entreprises sans sélectivité ni contreparties un Pacte de compétitivité concentrant les aides publiques sur celles des entreprises manufacturières qui investissent dans la recherche, la modernisation des équipements, la formation des hommes. Aider les entrepreneurs qui ont des projets, et ils sont très nombreux, et non ceux qui ont des humeurs.

Troisième problème : l'emploi. La production est plate depuis 2008. La croissance a disparu et cela peut durer longtemps, comme en témoigne le Japon qui sort laborieusement d'une décennie perdue. L'impératif industriel mentionné ci-dessus va redonner du souffle. Mais l'essentiel de l'emploi sera créé dans des secteurs qui sont en-dessous du radar des élites parisiennes qui nous gouvernent. D'abord le bâtiment, auquel était consacrée la précédente Lettre aux amis : construire des logements nouveaux, rénover les logements anciens, surtout les passoires à chaleur, c'est possible : le pays regorge d'épargne, de PME talentueuses, de candidats à l'apprentissage dans les technologies propres. Ensuite, les services de proximité aux familles, personnes âgées, mamans solo, personnes en situation de handicap (l'accessibilité des lieux publics, où la France est vraiment en retard, serait créatrice d'emplois si les impératifs posés par la loi de 2005 n'avaient pas été lâchement différés par l'exécutif actuel). Enfin, notre chère Économie sociale et solidaire, économie capillaire dont les associations, les coopératives, les entreprises sociales à but non lucratif multiplient les emplois et ravaudent le tissu social.

L'Europe actuelle est à bout de souffle. La montée des nationalismes la met en péril (« Le nationalisme, c'est la guerre, disait François Mitterrand). Elle doit redevenir source de fierté, de justice, de croissance et d'emploi. Notre Président pourrait se concentrer avec une ténacité thatchérienne sur trois thèmes. D'abord, la relance de l'expansion par un programme de grands travaux, partout en Europe, y compris en Allemagne : économies d'énergie, réseaux de transports et de communications. Que sont devenus les 120 Mds de chantiers que François

Hollande avait demandé en juin 2012 ? Ensuite, maîtriser la finance qui met en péril le capitalisme mondial : ce n'est pas un gauchiste qui le dit mais la directrice générale du FMI et le gouverneur canadien de la Banque d'Angleterre (nous y reviendrons). Une vraie « taxe sur les opérations financières à court terme » ralentirait la folle machine spéculative et dégagerait des moyens financiers importants pour développer le sud de l'Europe et les pays méditerranéens au sud de l'Europe. Enfin, encourager les jeunes à voyager en amplifiant l'excellent programme Erasmus et en l'étendant aux apprentis (c'est décidé sur la papier, mais on ne voit rien venir sur le terrain). Euro-chantiers, Euro-taxe Tobin, Euro-Erasmus, voilà de quoi réchauffer un amour déçu pour l'Europe.

Regardons enfin les institutions de la Vème République, déformées par une extrême présidentialisation, initiée par le précédent Président et perpétuée par l'actuel. Le Président s'occupe de tout, avec un souci d'image autant que de résultats, ignorant les contre-pouvoirs qui sont le principe même de la démocratie. D'où une proposition simple de retour aux sources : que « le gouvernement définisse et conduise la politique de la nation » (article 20 de la Constitution de 1958), en responsabilité devant le Parlement. Et que le Président se concentre sur le « domaine réservé » de la diplomatie, de la défense, de l'équilibre des institutions. En Europe, en Afrique, il y a suffisamment d'ouvrage pour un Président actif.

J'emprunterai la conclusion au discours sur l'Europe que Victor Hugo a prononcé en 1849, après l'avènement (fugace) de la deuxième République. L'excellent « 1 », cet hebdomadaire intelligent et jubilatoire d'Éric Fottorino, a eu la bonne idée d'en publier la plus grande partie dans sa livraison 7 du 21 mai 2014, centrée sur le thème : « Peut-on encore aimer l'Europe ? »

Écoutons la voix du génie : « Un jour viendra où la France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, toutes nos provinces, se sont fondues dans la France. »

« Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées. »

« Ces 128 milliards donnés à la guerre, donnez-les à la paix ! Donnez-les au travail, à l'intelligence, à l'industrie, au commerce, à la navigation, à l'agriculture, aux sciences, aux arts. »

« Dans notre vieille Europe, l'Angleterre a fait le premier pas, et par son exemple séculaire elle a dit aux peuples : Vous êtes libres. La France a fait le second pas, et elle a dit aux peuples : Vous êtes souverains. Maintenant, faisons le troisième pas et tous ensemble disons aux peuples : Vous êtes frères ».

Christian Sautter